



Les **surplus budgétaires** serviront à baisser les impôts, annonce Harper *Page A 3*

Au moins **500 migrants disparaissent** et 2380 sont secourus en Méditerranée *Page B 5*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CV N° 209

LE DEVOIR, LE MARDI 16 SEPTEMBRE 2014

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

EXPLORATION PÉTROLIÈRE

Visite ministérielle surprise à Anticosti

« Le message des citoyens est qu'ils sont divisés », constatent Arcand et Heurtel



MOÏSE MARCOUX-CHABOT

Un citoyen d'Anticosti, Marc Lafrance, connu pour son opposition à l'exploration pétrolière, s'adressant aux ministres Pierre Arcand et David Heurtel, lundi. Le voyage ministériel avait été gardé secret, même pour les habitants de l'île.

ALEXANDRE SHIELDS
à Anticosti

Les ministres Pierre Arcand et David Heurtel ont mis les pieds pour la première fois lundi sur l'île d'Anticosti. Selon ce qu'a appris *Le Devoir*, en reportage à Anticosti, des rencontres étaient prévues avec des citoyens,

mais triés sur le volet, ainsi qu'une visite d'un site de forage pétrolier exploratoire.

Ce voyage, gardé secret même pour les citoyens d'Anticosti et organisé sans rencontre publique, était surtout l'occasion de « voir l'état des lieux » en ce qui a trait aux travaux d'exploration pétrolière, a dit le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Pierre Arcand.

Même si le dossier du pétrole hypothétique d'Anticosti suscite de vifs débats depuis déjà plus de quatre ans, il s'agissait, de mémoire d'Anticostien, de la première visite d'un ministre du gouvernement du Québec en plus d'une décennie.

VOIR PAGE A 8 : ANTICOSTI

COURSE AU PQ

Les règles « élitistes » font grincer des dents

Seul un « club privé » pourra participer, dénonce l'aspirant-candidat Pierre Céré

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Les règles proposées par l'exécutif du Parti québécois pour la course au leadership feront en sorte que seuls des « candidats friqués membres d'un club privé » pourront y participer, dénonce un nouveau prétendant, Pierre Céré. Celui-ci estime que les conditions suggérées sont trop sévères. Et il n'est pas le seul à les critiquer.

« Manifestement, le PQ veut organiser une campagne auprès de l'élite et mettre des barrières importantes aux autres, notamment celle de l'argent », a soutenu M. Céré au *Devoir* lundi. Militant pour les droits des chômeurs et candidat défait à l'élection de 2014 dans Laurier-Dorion, Pierre Céré soutient qu'il se lancera dans la course si les conditions d'admissibilité sont assouplies. Autrement, ce sera presque impossible, croit-il.

VOIR PAGE A 8 : PQ

« Les Écossais veulent un Oui à 49 % »

Le Québec est perçu avec envie dans la campagne référendaire

MARCO FORTIER
à Édimbourg

À deux jours du référendum sur l'indépendance, les Écossais et les Anglais gardent au moins deux choses en commun : l'épais brouillard et la pluie fine qui enveloppent le paysage. Les marchands de parapluies ont de beaux jours devant eux ici.

À part cette lutte commune contre le temps gris, on a l'impression que le fossé grandit entre ces deux nations du Royaume-Uni. Chaque jour, en parlant à des professeurs, à des politiciens ou à de simples citoyens, vient un moment où chacun se plaint que Londres freine les ambitions de l'Écosse. Et les pouvoirs du Québec au sein du Canada font l'envie de bien des nationalistes écossais.

« On peut être pour ou contre l'union, mais tout le monde ici se définit d'abord et avant tout comme Écossais. La campagne référendaire a changé la dynamique politique. Les gens veulent des changements importants, avec ou sans l'indépendance », dit Michael Keating, professeur de science politique à l'Université d'Aberdeen, spécialisé dans les nationalismes. Ancien professeur à l'Université de Western Ontario, à London, il a la triple citoyenneté canadienne, britannique et irlandaise. Il connaît bien le Québec et la Catalogne.



VOIR PAGE A 8 : ÉCOSSE

AUJOURD'HUI



Culture › Le Quartier des spectacles inaugure l'exposition *Gaby, maître du portrait*. *Page B 8*

Actualités › Les universités redoutent l'impact des compressions à venir. *Page A 3*



Avis légaux..... B 4
Décès..... A 4
Météo..... B 6
Mots croisés..... B 6
Petites annonces..... A 4
Sudoku..... B 4

FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA LITTÉRATURE

Charlotte Rampling à fleur de voix

L'actrice vibre au diapason de la poétesse Sylvia Plath dans le spectacle *Danses nocturnes*

Le Festival international de la littérature (FIL) propose avec *Danses nocturnes* une double rencontre fascinante : celle entre la comédienne Charlotte Rampling et la violoncelliste Sonia Wieder-Atherton, et celle provoquée par elles entre la poétesse Sylvia Plath et le compositeur Benjamin Britten. À la Cinquième Salle de la Place des Arts dès vendredi.

FRANÇOIS LÉVESQUE

Sur les planches, Charlotte Rampling et Sonia Wieder-Atherton. Deux femmes. L'une actrice, l'autre violoncelliste. La première récite des vers de Sylvia Plath, la seconde joue des airs de Benjamin Britten. *Danses nocturnes*, c'est deux univers distincts qui pourtant se parlent, se comprennent. C'est un rendez-vous incontournable.

Elles se connaissent de longue date, Charlotte Rampling et Sonia Wieder-Atherton. Il y a quelques années, elles se sont produites sur scène dans *Chants d'Est*, mélange de musique et de paroles tziganes.

« Le courant est passé entre Sonia et moi, se souvient Charlotte Rampling. Si bien que, tout de suite, on a voulu retravailler ensemble en se disant que ce



MARTHE LEMELLE

« Je tenais à explorer une voix de femme, une voix forte, une voix qui résonnait dans le monde dans lequel je vis », dit Charlotte Rampling.

VOIR PAGE A 8 : RAMPLING

ACTUALITÉS

Et vice versa



MICHEL DAVID

Plusieurs ont dû lever des yeux exaspérés vers le ciel en voyant Agnès Maltais déchirer sa chemise à l'annonce de la nomination de Line Beauchamp à l'UNESCO et de Christos Sirros à Londres.

La députée de Taschereau sait parfaitement que ces deux anciens ministres libéraux sont au moins aussi qualifiés, sinon plus, que ne l'étaient André Boisclair ou Nicolas Girard. Pourquoi s'entêter dans ce mauvais cinéma qui ne trompe plus personne?

Si la véritable opposition aux politiques d'austérité du gouvernement Couillard se retrouve un jour dans la rue plutôt qu'à l'Assemblée nationale, ce sera peut-être moins parce que le PQ sera trop occupé à se trouver un nouveau chef et à régler la question du référendum qu'en raison du déficit de crédibilité de ceux qui dénoncent aujourd'hui avec férocité ce qu'ils faisaient sans vergogne hier.

Et vice versa, pourrait-on dire. À l'automne 2012, le député libéral de Laurier-Dorion, Gerry Sklavounos, accusait Pierre Duchesne d'être le premier ministre de l'Enseignement supérieur de l'histoire du Québec à tenter de mettre les universités en faillite avec ses compressions «brutales», qui s'élevaient à 123 millions.

Dans son édition de lundi, *Le Soleil* révélait pourtant que le gouvernement Couillard, qui reprochait au PQ de nier le sous-financement du réseau universitaire, exige maintenant un «effort budgétaire» de 172 millions, de sorte que le manque à gagner des universités pourrait maintenant s'élever à 380 millions.

Quand l'ancienne ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, affirmait que les commissions scolaires avaient les moyens d'éponger les compressions imposées par le gouvernement

Pourquoi s'entêter dans ce mauvais cinéma qui ne trompe plus personne?

Marois et de maintenir les services offerts aux élèves sans augmenter la taxe scolaire, son homologue libérale, France Charbonneau, l'accusait de jouer les Ponce Pilate. Que doit-on penser de son collègue Yves Bolduc qui, après leur avoir encore serré la vis, se scandalise de voir des écoles abandonner le programme d'aide aux devoirs?

Le premier ministre Couillard s'était engagé à ce que le redressement budgétaire épargne les plus vulnérables de la société. Faut-il comprendre que l'aide alimentaire aux enfants défavorisés, qu'une commission scolaire de Lanaudière envisage aussi de supprimer comme le rapportait *La Presse*, doit maintenant être considérée comme un luxe?

Décidément, la nouvelle façon de faire de la politique promise par M. Couillard ressemble étrangement à l'ancienne. D'ailleurs, où est cette croissance économique que le retour au pouvoir des libéraux devait ramener instantanément?

◆◆◆

Dans l'hypocrisie ambiante, il faut reconnaître la candeur dont fait preuve l'ancien ministre des Finances, Nicolas Marceau. Il en avait déjà étonné plus d'un, l'an dernier, en reconnaissant avoir été franchement mauvais dans ses prévisions budgétaires, une admission plutôt rare en politique. Dans un texte publié lundi dans *Le Devoir*, il expliquait que l'assainissement des finances publiques éliminerait un obstacle important sur le chemin des souverainetés.

Certes, M. Marceau assigne plutôt cette tâche à un gouvernement issu du PQ, mais il est clair que les péquistes seraient ravis que les libéraux se chargent du sale travail et leur laissent une situation financière saine quand la population décidera de faire payer au PLQ les sacrifices qu'on lui aura imposés. Il sera alors tellement plus facile de renouer avec ces valeurs de solidarité et d'attachement aux services publics si chères au député de Rousseau.

Il est à noter que le texte de M. Marceau ne contient aucune attaque contre le PLQ. Il est particulièrement bien placé pour savoir qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs et que le déficit zéro a son prix. À l'Assemblée nationale, cela ne l'empêchera sans doute pas de joindre sa voix à toutes celles qui dénonceront l'insensibilité du gouvernement Couillard, en espérant que les électeurs finiront par oublier l'époque où lui-même jouait le rôle du méchant.

◆◆◆

Heureusement, l'expérience montre que le temps efface bien des choses. Par exemple, personne ne semble voir de problème à ce que François Legault se présente aujourd'hui comme le champion des contribuables, alors qu'il était le plus ardent partisan d'une hausse d'impôt à l'époque où il faisait partie du gouvernement de Bernard Landry. Il fut même un temps où il se fichait bien du taux d'inflation et envisageait de tripler les tarifs d'électricité.

Il est vrai que le départ de Christian Dubé pour la Caisse de dépôt est un dur coup pour la CAQ. Tout le monde reconnaît que le député de Lévis était un homme compétent qui apportait de la crédibilité à son parti, mais sa plus grande qualité était peut-être de n'avoir fait partie d'aucun gouvernement. Cela lui évitait d'avoir à expliquer pourquoi il disait le contraire ce qu'il avait fait. Et vice versa.

mdavid@ledevoir.com



ADRIAN WYLD LA PRESSE CANADIENNE

Le discours du premier ministre Stephen Harper avait toutes les allures d'un rallye électoral.

RENTREE PARLEMENTAIRE

Les conservateurs utiliseront les surplus budgétaires pour réduire les impôts

HÉLÈNE BUZZETTI
MARIE VASTELCorrespondantes parlementaires
à Ottawa

Le premier ministre Stephen Harper a revêtu ses habits de chef du Parti conservateur lundi pour livrer, en ce jour de rentrée parlementaire, un avertissement à ses adversaires. Les surplus qui se profilent à l'horizon du printemps 2015 fondront en baisses d'impôts en même temps que les dernières neiges. Les néodémocrates ou les libéraux ne pourront pas faire de coûteuses promesses électorales facilement.

Plutôt que de prendre la parole sur la colline parlementaire, le chef conservateur avait réservé une immense salle du centre des congrès d'Ottawa où l'ont rejoint ses députés ainsi qu'environ 400 personnes. L'événement avait toutes les allures d'un rallye électoral: fouille des journalistes, hymne national, immense unifolié en arrière-plan, un Harper sans cravate et les mains dans les poches, parlant de manière décontractée.

M. Harper en a profité pour faire le bilan de son mandat au cœur duquel se trouvent les réductions d'impôts. Puis, la mise en garde est venue. «Nous, les conservateurs, savons que les contribuables canadiens n'ont pas travaillé fort pour rétablir l'équilibre budgétaire pour que le gouvernement augmente ensuite les impôts, accumule plus de dettes ou donne des enveloppes remplies d'argent à des groupes d'intérêts.»

Pour éviter ce scénario, M. Harper a expliqué qu'un «budget équilibré nous permettra de continuer à réduire les impôts des Canadiens». Les réductions pourraient être connues d'ici quelques semaines, a-t-il poursuivi, lors de la mise à jour économique qui permettra de dévoiler «les premières étapes de la prochaine partie de notre plan».

La question des surplus budgétaires redevient d'actualité alors qu'Ottawa est censé renouer avec l'encre noire dans le prochain budget, à hauteur de 6,4 milliards de dollars. La question hante les conservateurs, car la présence d'une marge de manœuvre financière autoriserait leurs adversaires à promettre des réinvestissements alléchants juste à temps pour l'élection d'octobre 2015.

Déjà, le NPD de Thomas Mulcair propose d'instaurer un système de garderies subvention-

nées inspiré du modèle québécois. Les détails n'étant pas connus, on ignore à quel niveau un gouvernement néodémocrate financerait ces garderies, mais à titre de comparaison, les places à 7\$ par jour coûtent 2,3 milliards par année au Québec. Le NPD propose aussi de hausser à 15\$ l'heure le salaire minimal pour les employés des secteurs de compétence fédérale. Si cette proposition ne représente aucun coût pour le gouvernement, elle donne néanmoins un avant-goût des préférences néodémocrates.

M. Mulcair s'engage-t-il à maintenir les réductions d'impôts, actuelles et futures, des conservateurs? Après avoir qualifié la question d'hypothétique, M. Mulcair s'y est engagé pour les particuliers. «Moi, je ne touche pas aux impôts des particuliers.» Le taux d'imposition de 15% des entreprises, lui, sera revu à la hausse.

Le libéral Justin Trudeau promet d'évaluer au mérite chaque baisse d'impôt. «Nous allons regarder les différentes baisses d'impôts que M. Harper va proposer. Et s'il y a une faille dedans, [...] nous allons certainement les renverser.» Il a donné l'exemple du fractionnement du revenu, promis par les conservateurs mais qui est critiqué parce que favorisant les familles gagnant plus de 100 000\$. Il l'annulerait. «Moi, je n'ai aucun problème à m'engager à toujours regarder ce qui aide le plus les gens qui en ont besoin et

pas donner des baisses d'impôt idéologiques à des gens qui n'en ont pas besoin.»

Hamas et État islamique

Le chef du Bloc québécois, Mario Beaulieu, qui s'était déplacé à Ottawa pour marquer la rentrée, a indiqué qu'il penchait pour l'utilisation des surplus et non leur disparition sous forme de congé fiscal. «Ces 6 milliards-là devraient servir aussi à ne pas couper dans les transferts en santé. Ce qui va faire en sorte que le Québec doit soit couper dans ses services ou augmenter les impôts. Je pense que le gouvernement fédéral devrait plutôt s'organiser pour contrer le déséquilibre fiscal.»

Par ailleurs, les libéraux ont obtenu la tenue d'un débat d'urgence mardi soir sur l'envoi de troupes canadiennes en Irak. Au cours de son discours plus tôt dans la journée, M. Harper avait abordé la question en indiquant qu'il n'avait pas plus le choix d'intervenir en Irak que de reconnaître à Israël le droit de se protéger contre le Hamas. «Quelle est la différence entre le Hamas et Israël [d'une part], et l'État islamique et nous [d'autre part]? Une chose. Le Hamas est beaucoup plus proche d'Israël que l'EI l'est de nous.»

Le Devoir

Bloc québécois: le pire est derrière, dit Mario Beaulieu

La crise est terminée au Bloc québécois. Et pour preuve, fait valoir Mario Beaulieu, le nombre de nouveaux membres qui rejoignent la famille bloquiste a augmenté de plus de 20% depuis qu'il s'est lancé dans la course à la chefferie du parti. Ils sont maintenant près de 20 000 au Bloc. «Il n'y en a plus de plaies à l'interne. Tout va bien. Ce qu'il y avait à régler a été réglé, au niveau des instances du Bloc québécois, de l'île parlementaire. Et à partir de maintenant, on va de l'avant», a affirmé le leader souverainiste en point de presse à l'occasion de la rentrée parlementaire. Les démissions de deux députés cet été ont causé du tort au parti. «Ce n'est pas une bonne chose. On le déplore [...] Par contre, ça nous donne une occasion de renouvellement du parti», a-t-il fait valoir. Le Bloc comptera, en vue des élections de 2015, «des candidats de tous les milieux; économiques, artistiques, sociaux». Des jeunes et d'anciens députés, dont les noms seront dévoilés «en temps et lieu». M. Beaulieu maintient le cap par ailleurs sur sa tournée de promotion de la souveraineté. Car c'est en parcourant le terrain qu'il pourra relayer le travail effectué au Parlement par ses deux députés restants, souligne-t-il. L'un d'eux, Claude Patry, n'était pas à ses côtés lundi. Le chef a expliqué que M. Patry devait se partager la tâche — et les journées aux Communes — avec son collègue Louis Plamondon.

Marie Vastel

Les universités redoutent l'impact des compressions

L'Université de Montréal dénonce une «situation jamais vue en plus de 15 ans»

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire
à Québec

Les universités québécoises ébauchent de nouveaux plans de compressions dans un climat de crise, afin de pallier une baisse de leur financement de plus de 300 millions de dollars.

«Les nouvelles ne sont pas bonnes», prévient le vice-recteur aux finances et aux infrastructures à l'Université de Montréal, Éric Filteau, dans une lettre transmise à la communauté universitaire lundi en fin de journée.

Les nouvelles compressions ordonnées par le gouvernement libéral grèvent les finances de l'UdeM de 24,6 millions de plus. Pour extirper l'établissement d'enseignement de cette «situation jamais vue en plus de 15 ans», l'ensemble des unités d'enseignement seront inévitablement touchées par des «réductions budgétaires d'importance», et pas seulement cette année, a annoncé M. Filteau.

En tout, le réseau universitaire doit dégager des économies de plus

de 300 millions de dollars — sur une enveloppe budgétaire de 2,8 milliards — à la demande du gouvernement du Québec, spécifie-t-il.

Les nouvelles «orientations budgétaires» se traduiraient par des compressions de plus de 6 millions en 2014-2015 et de 22 millions à compter de 2015-2016 seulement à l'UQAM. «L'exercice pour y parvenir sera extrêmement exigeant pour notre université, déjà soumise à un plan de retour à l'équilibre budgétaire», a indiqué la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers. En effet, l'UQAM avait resserré ses dépenses de 12,4 millions en 2012-2013 et de 6,2 millions en 2013-2014.

L'Université Sherbrooke met, elle aussi, la dernière main à un «plan global» de compressions budgétaires, qui sera dévoilé au conseil d'administration de l'établissement à la fin du mois. Elle doit pallier une baisse de son financement de 16 millions de dollars. «Tout est évalué [...] La prochaine vague de compressions entraînera nécessairement la révision ou la réduction de certains services», indique-t-on au *Devoir*.

L'Université McGill s'affairait quant à elle à démêler les impacts des nouvelles compressions budgétaires pour l'année en cours. Les membres de la direction de l'Université McGill disent avoir bon espoir d'arriver à «maintenir les services aux étudiants malgré cette nouvelle ronde de coupures», a indiqué le vice-principal aux relations externes, Olivier Marcil.

«Coupes Bolduc»

Les universités québécoises n'échapperont pas à l'«effort majeur» de resserrement des dépenses publiques nécessaire à un retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, averti le premier ministre Philippe Couillard à la veille de la reprise des travaux parlementaires à l'Assemblée nationale. «Il faut qu'on fasse un effort majeur, puis naturellement tout le monde doit y participer. Ce n'est pas une période facile, je le sais», a-t-il déclaré.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Yves Bolduc, a invité les directions universitaires à resserrer leurs dépenses en «améliorer[ant]»

leurs pratiques. «Les universités ont à collaborer», a-t-il affirmé.

Ces «compressions records» constituent une nouvelle attaque à la qualité de l'enseignement et de la recherche dans les universités québécoises, déplore le Parti québécois. En plus d'affect[er] tous les acteurs universitaires», ces nouvelles «coupes Bolduc» attisent le «cynisme» à l'égard du Parti libéral du Québec, qui dénonçait vigoureusement l'état de «famine» des universités québécoises alors qu'il était dans l'opposition officielle. «La population constate à présent que les cris indignés du Parti libéral n'étaient que du mauvais théâtre», a lancé la députée de Joliette, Véronique Hivon.

Selon la députée de Gouin, Francoise David, les services aux étudiants seront inévitablement touchés si le gouvernement libéral ne se ravise pas. «A moins que certains recteurs consentent à baisser leur niveau de salaire [...] ça va nécessairement toucher les services aux étudiants», a-t-elle dit.

Le Devoir

ACTUALITÉS

COMMISSION CHARBONNEAU

Le DGEQ a tardé à agir contre le financement illégal

BRIAN MYLES

Le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) ne manque pas d'argent ni de personnel pour enquêter sur le financement illégal. Le superviseur des règles du jeu démocratique a cependant dormi sur le problème pendant 15 ans, en y répondant par un cocktail de «réflexion, information et prévention».

L'institution a été interpellée de longue date par le financement par les entreprises, a dit le DGEQ par intérim, Lucie Fiset, lundi à la commission Charbonneau. «L'aspect coercitif n'était pas une priorité jusqu'en 2009», a concédé M^e Fiset.

Dès l'automne 2002, le ministre responsable des institutions démocratiques, Jean-Pierre Charbonneau, envoyait une lettre sans équivoque au DGEQ de l'époque, Marcel Blanchet.

«Depuis un bon moment déjà, plusieurs personnes s'interrogent sur le fait que le financement des partis politiques au Québec est devenu de moins en moins populaire, car beaucoup d'entreprises

contribueraient aux caisses électorales par personnes interposées, cadres ou employés, qui se voient octroyer les sommes nécessaires pour financer à titre personnel», écrivait le ministre Charbonneau.

Il demandait l'éclairage du DGEQ sur ces «pratiques de contournement» de la loi électorale, qui interdit les dons des entreprises depuis 1977. En réponse, M. Blanchet lui faisait part des difficultés auxquelles se heurtent les enquêteurs pour réunir les preuves nécessaires dans les dossiers de financement sectoriel.

A cette époque, le DGEQ était plus disposé à se doter de plans d'action, de comités de réflexion et de campagne de sensibilisation. Il a fallu «une crise», en 2009, pour que le DGEQ change son fusil d'épaule. Les révélations de Benoît Labonté, ex-candidat à la mairie de Montréal, celles de l'ancien ministre libéral Marc Bellemare et les erreurs de langage de ministres libéraux (Julie Boulet, Norman MacMillan et Michelle Courchesne) qui avaient concédé l'existence du financement sectoriel ont forcé le DGEQ à passer à l'action. «On voit

une nouvelle orientation de l'institution, où l'aspect coercitif prend une autre dimension», a dit M^e Fiset.

Le commissaire Renaud Lachance n'a pas semblé impressionné par les explications de M^e Fiset. «On a réfléchi pendant presque 15 ans, a-t-il constaté. C'est ça qui s'est passé.»

Un code d'éthique pour les partis

M^{me} Fiset a demandé par ailleurs aux partis politiques d'adopter un code d'éthique afin d'assainir les mœurs en matière de financement. «Avant de contrôler et de sanctionner, il faut éduquer», a dit M^e Fiset.

Elle a par ailleurs indiqué que le DGEQ disposait des ressources financières et humaines adéquates pour accomplir son mandat de surveillance. Pour l'exercice 2013-2014, l'organisme comptait 415 employés, et un budget de 85 millions de dollars.

Le DGEQ a fait son deuil de la loi sur le financement populaire adoptée par le gouvernement de René Lévesque, en 1977. Selon Denis Lafond,

directeur du financement des partis politiques au DGEQ, l'État est condamné à assurer le financement des partis à brève échéance. Si l'on revient aux règles du financement populaire, le financement occulte par les entreprises et l'utilisation des prête-noms vont revenir au galop.

Le DGEQ a pu mesurer l'étendue du problème. De 2006 à 2011, les entrepreneurs en construction, les firmes de génie-conseil, les cabinets d'avocats et de comptables ont fait du financement sectoriel pour un montant global de 14,6 millions de dollars (13 millions au provincial et 1,6 million au municipal).

Les représentants du DGEQ sont les premiers témoins entendus dans le volet des travaux portant sur les organismes de surveillance. Le commissaire à la lutte contre la corruption, Robert Lafrenière, sera entendu mardi, de même que le directeur de la prévention et des communications de l'UPAC, Jacques Beaupré.

Le Devoir

Mission Old Brewery: de l'urgence au long terme

L'organisme veut revoir son offre de services

CAROLINE MONTPETIT

Matthew Pearce, directeur de l'Old Mission Brewery, n'a pas l'intention d'abandonner les itinéraires de Montréal dans cinq ans. En fait, il veut plutôt investir davantage dans l'accompagnement à long terme des itinéraires plutôt que de leur offrir uniquement le gîte et le couvert pour une nuit.

Il y a 15 ans, le refuge Old Mission Brewery comptait 400 lits d'urgence dans son refuge. Aujourd'hui, il n'en compte plus que 156. «On a moins de lits», dit M. Pearce, mais on a davantage de programmes. Nous allons toujours être là pour les gens qui se présentent à nos portes», ajoute-t-il.

Matthew Pearce se défend par ailleurs d'adhérer entièrement à la politique du gouvernement fédéral qui vise à privilégier l'approche du logement d'abord. Selon lui, cette approche a fait ses preuves, mais elle doit être accompagnée d'autres formes de logement: des foyers de groupe, des cas de colocation, des foyers pour personnes aînées...

«C'est plutôt à une transformation de l'offre de services que nous voulons procéder. Chaque année, on est en mesure de diminuer le nombre de lits d'urgence et d'augmenter les places en accompagnement».

Quand les gens se retrouvent à la rue, explique-t-il, ils sont seuls et isolés. Plusieurs

ont rompu tous les liens avec leurs réseaux familiaux ou amicaux. Dans ce contexte, l'offre d'un repas et d'un lieu sécuritaire pour la nuit est justifiée. Mais il ne faut pas que ça devienne une habitude, parce qu'alors, le refuge devient une partie du problème davantage qu'une solution. «Certains usagers fréquentent notre refuge depuis des décennies», dit-il.

L'approche de réintégration, notamment avec un logement permanent, compte son lot d'obligations. «On ne peut pas les aider en les mettant dans un logement du jour au lendemain», dit-il. Certaines personnes se sentent toujours itinérantes, mais cachées dans leur logement».

Plusieurs ont aussi besoin d'un fort soutien en santé mentale.

Pas de «confort»

Selon M. Pearce, il est cependant illusoire de parler de «confort» en ce qui a trait aux ressources offertes aux itinérants de Montréal, comme le suggérerait un reportage du journal La Presse lundi. «Ce n'est pas confortable d'être itinérant, d'être dans la rue, ni même d'être dans un refuge», commente-t-il.

«C'est un peu choquant», ajoute Pierre Gaudreau, du Regroupement des personnes seules et itinérantes de Montréal. Je connais bien toutes les ressources de Montréal. Les lieux ont un confort modeste qui vise à être salubre», précisant que c'est une question de dignité.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jean Courchesne a été accueilli par des membres de Québec solidaire, dont la députée Manon Massé.

6000 kilomètres à vélo pour refonder la démocratie

FABIEN DEGLISE

«C'est la fin du voyage, mais ce n'est pas la fin du combat.» Lundi, l'ex-travailleur social de Laval Fernand Courchesne est arrivé au terme de ses 90 jours à vélo pour la démocratie par une entrée remarquée à Montréal aux côtés de la députée de Québec solidaire Manon Massé. En juin dernier, l'homme s'était lancé à la conquête du Québec afin d'y faire la promotion d'une réforme du mode de scrutin en vue d'une représentation politique plus juste et équitable des voix exprimées par l'électorat.

Six mille kilomètres plus tard, le cycliste militant dresse

un bilan mi-figue, mi-raisin de son opération, qui n'a pas réussi à sensibiliser autant de personnes qu'il l'aurait souhaité. «Il y a beaucoup de cynisme dans la population», constate-t-il après avoir sillonné l'ensemble des régions du Québec. «J'ai rencontré plus de mille personnes sur mon chemin, récolté beaucoup de signatures pour ma pétition, mais je reconnais qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.»

Proportionnelle mixte

M. Courchesne milite pour l'adoption d'un mode de scrutin proportionnel mixte afin d'enrayer les problèmes de représentation induits, selon lui,

par le système majoritaire unimodal actuellement en place. La fin de son périple coïncide avec la Journée internationale de la démocratie célébrée lundi partout sur terre.

Rappelons que si, en avril dernier, un mode de scrutin proportionnel avait été en place au Québec lors du dernier scrutin provincial, le Parti libéral de Philippe Couillard aurait obtenu 7 sièges de moins, alors que Québec solidaire en aurait remporté 6 de plus. Option nationale et le Parti vert auraient également fait leur entrée à l'Assemblée nationale avec un député chacun.

Le Devoir

Femmes autochtones: Ottawa dévoile son plan

Le gouvernement fédéral a dévoilé les détails de son plan pour s'attaquer aux enjeux de la violence contre les femmes et les filles autochtones. La ministre de la Condition féminine, Kellie Leitch, a affirmé que le plan consistait en une série de mesures pour «contrer la violence familiale et les crimes violents à l'encontre des femmes et des filles autochtones». Elles incluent l'élaboration d'un plus grand nombre de plans de sécurité communautaire tant dans les réserves qu'à l'extérieur de celles-ci. Le plan propose aussi des projets pour aider les femmes à dénoncer et à prévenir la violence. Le gouvernement a refusé à répétition les appels de l'opposition et de groupes autochtones à tenir une enquête publique sur les femmes autochtones disparues ou assassinées.

La Presse canadienne

Quatre propositions pour réaménager Sainte-Catherine

Priorité aux piétons, mais plus de stationnement aussi. C'est le paradoxe qui se dégage de la première phase de consultation menée par la Ville à propos du réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, dont le président du comité exécutif, Pierre Desrochers, faisait le bilan lundi. Les concepteurs de la Ville ont formulé quatre options d'aménagement dans la foulée de ce coup de sonde estival auprès des citoyens. C'est la prochaine vague de consultation, lancée lundi et articulée autour des quatre options d'aménagement proposées, qui permettra de dégager des scénarios réels en 2015. La construction est prévue pour 2016. Pour un aperçu des quatre propositions, rendez-vous sur le Blogue urbain, sur LeDevoir.com.

Le Devoir

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

**DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8 H 30 À 17 H 00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322
Télécopieur: 514-985-3340

petitesannonces@ledevoir.com
Conditions de paiement : cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA

160
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

MOREAU & SHERBROOKE
R.de c.1500 p.c., aspect loft, rénové avec goût, calme, bois franc. Stat. Jardin. 2 min. métro. 1 650\$. 514 848-9770 514 206-9770

OUTREMONT - LAURIER O.
Ajd Montagne. Luxueux 3/12, 3e. Puits de lum., 5 électros, eau ch. 1100 pc. Libre. 514 424-7721

OUTREMONT-Quebec
Face Parc St-Viateur. Haut duplex puits de lum., 1 575 p.c., 4 c.c., boiserie, pl. bois, 2 balcons. Oct. 2150\$. 514 277-2508

Un don d'espoir pour la vie
1-877-488-4222
www.ArmeduSalut.ca

160
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

ROSEMONT
3/12 Haut de triplex, 2 min. parc Maisonneuve, épiceries, autobus 136 Viau et 18 Beaujeu, 5 min. métro Viau, propriétaires occupants, sur Viau entre Bellechasse et Beaujeu, non-lumier. Références demandées. SEPT. 620 \$ chauffé. 514-349-0493

VIEUX-MONTRÉAL - 4/12
2e, 2 ch. fermées, balc. sur jardin privé, 1212 p.c., asc., ensol., exceptionnel, s/bains et s/d'eau, 5 électros, a/c. près métro et CHUM. LIBRE. 2 000 \$. 514-482-2964 412saintclaud@gmail.com

164
CONDOMINIUMS À LOUER

PLATEAU - CONDO
Face parc Lafontaine près Rachel. Luxueux 4/12, 3 puits de lum. 3ème. Foyer, a/c. 2 balcons. Stat. Libre oct. 1 715\$. 514 653-1820

167
MEUBLÉS

Ville-Marie - 1250 des Pins O. 1 c.c. + bur. Vue dégagée. 1260pc Gardien, stationnement, gym. victorguindi@sympatico.ca

169
QUÉBEC À LOUER

LEVIS - Face à la Traversée Charmant 3/12, Complètement meublé. 975\$. Libre 418 838-8003

170
HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PARIS VII - XV Champ-de-Mars Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08 Tt équipé, très ensoleillé. Sur jardin Sem/mois 514 272-1803

PROVENCE
Vallée du Rhône Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons. 2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée. Terrasse ensoleillée. Internet. www.bonnevisite.ca/nyons mariehalarie@gmail.com 819 658-1218

303
ANTIQUITÉS

MTM International Nous achetons : or, argent, bijoux et tous objets de collections Vente de successions mtminternational.ca 514-527-1526

307
LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 1317, av. du Mont-Royal Est

515
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ? Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Service à domicile. 514 733-7039 Julien

530
COURS

Devenez AUTEUR en 12 leçons. Et découvrez le plaisir d'écrire 450 672-4893 raymondgparadis@gmail

575
DÉMÉNAGEMENTS

LES DÉMÉNAGEMENTS BRETON-SAVARD Emballage - Entreposage - Pianos. Assurances compl. Estim. gratuite. info@bretonsavard.com 514 254-1447

FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ

LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

▲ comme coopérant
▲ comme bénévole
▲ comme donateur

(514) 387-2541 poste 240
Nous vous aiderons à les aider

www.monde.ca

700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

NOUVELLES RUBRIQUES

Soulignez les heureux événements de la vie

Anniversaires, mariages, naissances, félicitations, etc.

514 985-3322 ou petitesannonces@ledevoir.com

Gratuit !

À la famille éprouvée : Le journal Le Devoir postera gratuitement une copie plastifiée de l'avis publié.

Demandez-le au : 514 525-1149 necrologie@lememorial.com

Le mémorial

allo prof

Aide aux devoirs gratuite partout au Québec!

primaire ET secondaire

514 527-3726
1 888 776-4455
www.alloprof.qc.ca

Le mémorial

ACTUALITÉS

VILLE DE QUÉBEC

Régis Labeaume veut un événement vélo d'une semaine

ISABELLE PORTER
à Québec

La Ville de Québec souhaite aller au-delà du Grand Prix cycliste avec un événement d'une semaine consacré au vélo. Le maire Régis Labeaume n'est toutefois pas encore prêt à confirmer le retour de l'événement comme l'a fait le maire de Montréal, Denis Coderre.

L'annonce par M. Coderre du retour prochain du Grand Prix cycliste à Montréal a suscité lundi certaines inquiétudes dans la capitale, où rien n'avait été confirmé. En fin de journée, Régis Labeaume a dit qu'il était confiant, mais préférerait que tout soit scellé avant de faire des annonces.

«*Ça se peut-tu que je sois rendu plus prudent que le maire de Montréal?*»

«*On aimerait signer [sur] cinq ans parce qu'en même temps, on veut aller plus loin dans le cyclotourisme*», a-t-il dit. «*On a d'autres idées de compétitions, on voudrait quasiment faire une semaine vélo.*»

Le maire souhaite notamment miser sur le tourisme cycliste en attirant des «gens de tous âges», qui ne sont pas de «niveau international», mais aimant «compétitionner en faisant du tourisme en même temps».

Lorsqu'on lui a demandé s'il comptait en profiter pour améliorer les pistes cyclables sur le réseau de Québec, il a rétorqué toutefois «que ça [n'avait] rien à voir».

Étude d'impact sur le Concorde

La Ville a par ailleurs profité de la séance du conseil pour remettre aux médias l'étude qu'elle avait commandée sur l'impact d'un changement de vocation du Concorde. Opposée à un tel changement prôné à l'époque par l'acheteur Eddy Savoie, la Ville avait commandé cette étude pour en documenter l'impact.

L'étude produite par Zins Beausénes souligne modestement qu'avec ses 406 chambres, le Concorde est le troisième hôtel de la région de Québec en taille et concentre 11% des chambres disponibles dans le secteur Centre et Vieux-Québec. Elle rappelle que des investissements majeurs dans les chambres s'imposaient pour relancer l'hôtel.

Enfin, lors d'un échange avec un citoyen, le maire a fait savoir que la Ville allait se doter d'un Plan d'action sur la protection des arbres. L'opposition, qui réclamait une politique du genre, y a vu une victoire importante. «*On a fait avancer ce dossier-là*», a fait valoir le chef de Démocratie Québec, Paul Shoiry. «*C'est une bonne nouvelle.*»

Le Devoir

Déléguée à Mexico: une indemnité malgré une démission

L'ancienne déléguée générale du Québec à Mexico, Christiane Pelchat, a obtenu une indemnité de départ de 94 519\$, bien qu'elle ait volontairement choisi de quitter ses fonctions. Le ministère des Relations internationales a indiqué que cette somme avait été versée à M^{me} Pelchat, qui a démissionné en août dernier, trois ans après sa nomination dans la capitale mexicaine. Un porte-parole du ministère, Martin Brie, a expliqué que cette indemnité équivalait à 7,65 mois de salaire, à raison d'un mois par année de service, comme le prévoit le décret du Conseil des ministres qui confirmait son embauche à titre de déléguée. M. Brie a expliqué que le calcul de cette prime prend en compte la durée du mandat de M^{me} Pelchat à titre de déléguée, mais aussi à titre de présidente du Conseil du statut de la femme (CSF), où elle a été nommée en novembre 2006. Les deux décrets qui ont précédé la nomination de M^{me} Pelchat au CSF et à Mexico, avec un statut de contractuelle de l'administration publique, ne mentionnent cependant aucune indemnité en cas de départ volontaire.

La Presse canadienne

Montréal annule la vente controversée d'un terrain

L'inspecteur général a relevé de nombreuses irrégularités dans ce dossier aux allures de saga

JEANNE CORRIVEAU

L'administration du maire Coderre a décidé d'annuler la vente d'un terrain du Vieux-Montréal après que l'inspecteur général eut relevé de nombreuses irrégularités dans le dossier. M^e Denis Gallant a d'ailleurs alerté l'Unité permanente anticorruption (UPAC) concernant une tentative de pot-de-vin en lien avec ce dossier.

L'affaire remonte à 2005 alors que la Ville lance un appel de propositions pour vendre un terrain vacant situé à proximité de la place d'Armes, entre les rues Notre-Dame et Saint-Jacques. Ce terrain accueille depuis des années un stationnement de surface et la Ville souhaite qu'il soit mis en valeur.

Dans le cadre de cet appel de propositions, les fonctionnaires recommandent de vendre de terrain à la compagnie 136991 Canada Inc. qui propose le meilleur prix, soit 3,4 millions de dollars. Or le 6 juillet 2005, à l'unanimité, le comité exécutif, présidé par Frank Zampino, décide de ne pas donner suite à cette offre. L'ex-maire Gérald Tremblay est absent ce jour-là.

Habitudes douteuses

Dans son rapport, l'inspecteur général souligne que les recherches menées par son bureau n'ont pas permis de trouver les motivations de cette décision. «*Selon certains témoins [...], M. Frank Zampino et M. Robert Abdallah [ex-directeur général de la Ville] avaient pris l'habitude de demander aux dirigeants de la DSTI [Direction stratégique des transactions immobilières] d'agir de façon contraire aux bonnes pratiques de gouvernance*», note l'inspecteur général.

Peu de temps après, un tiers aurait tenté de

«*M. Frank Zampino et M. Robert Abdallah avaient pris l'habitude de demander aux dirigeants de la DSTI d'agir de façon contraire aux bonnes pratiques de gouvernance*»

Denis Gallant, inspecteur général de Montréal

soutirer 100 000\$ en argent comptant d'un soumissionnaire en échange de l'avancement de son dossier auprès des autorités municipales. L'entreprise sollicitée n'aurait pas donné suite à cette demande. Ces allégations étant de nature criminelle, l'inspecteur général a alerté l'UPAC.

Par la suite, le dossier de vente du terrain a suivi un itinéraire tortueux et ponctué d'irrégularités. Ainsi, en 2006, un an après avoir renoncé à vendre le terrain à 136991 Canada inc., le comité exécutif ordonne la reprise des négociations avec cette entreprise. La séance est présidée par M. Zampino et, encore là, l'ex-maire Tremblay est absent.

La société à numéro est finalement disqualifiée et une entente est conclue avec le deuxième proposant, l'entreprise Constructa. Mais des discussions sont aussi menées avec Costa Antonopoulos, qui possède un édifice voisin et veut

acheter le terrain litigieux.

Sur ordre de Gérald Tremblay, les négociations avec Constructa sont rompues en 2010. Rencontré par les enquêteurs de l'inspecteur général, l'ex-maire a expliqué avoir pris cette décision, car il trouvait le dossier trop complexe et marqué d'anomalies.

Se sentant flouée, Constructa a déposé une poursuite contre la Ville. Le bureau de l'inspecteur général a été saisi du dossier au printemps dernier, alors que la Ville s'appretait à vendre le terrain à un nouvel acheteur à la suite d'un deuxième appel de propositions.

Devant les tribunaux

L'inspecteur général recommande l'annulation de la vente. «*Ça démontre que notre système fonctionne*», a fait valoir le maire Denis Coderre. «*On a créé ce droit nouveau exactement pour ça. On va retourner en appel d'offres. Ça veut dire que les Montréalais sont protégés.*»

Le président de Constructa Québec ignorait les conclusions du rapport de l'inspecteur général lorsque *Le Devoir* l'a joint. «*Nous sommes encore devant les tribunaux. Dans les circonstances, j'aime mieux demeurer discret*», a indiqué Michel Branchaud.

M. Branchaud a confirmé que c'est Constructa qui avait alerté l'inspecteur général, mais il n'a pas voulu dire si c'est son entreprise qui avait été sollicitée pour le pot-de-vin évoqué dans le rapport. Il n'est pas convaincu que Constructa voudra participer au prochain appel de propositions compte tenu des difficultés rencontrées au cours des neuf dernières années.

Le Devoir

Corruption: le maire Tremblay jouait «à l'autruche», selon une source policière

MÉLANIE LOISEL

L'ancien maire de Montréal, Gérald Tremblay, aurait été au courant que son parti était en partie financé par la mafia italienne qui exigeait de l'argent des compagnies soumissionnant les contrats municipaux. C'est du moins ce que révèle une source policière dans un témoignage apparaissant dans le mandat de perquisition lié à l'enquête sur le scandale immobilier du Faubourg Contrecoeur.

Cette source policière de l'escouade Marteau, dont l'identité demeure confidentielle, est jugée crédible, d'autant plus qu'elle est la même qui a permis l'arrestation de l'ex-président du comité exécutif de la Ville de Montréal Frank Zampino. La Cour du Québec a toutefois accepté, lundi, de lever l'ordonnance de non-publication d'une partie des documents judiciaires à la demande des médias. Mais les allégations contenues n'ont pas été testées devant les tribunaux.

Dans ces documents, on apprend que de nombreuses entreprises liées à la mafia italienne contrôlaient le marché des soumissions publiques et avaient même recours au crime organisé, soit les Hells Angels, pour intimider leurs concurrents «récalcitrants» qui désiraient présenter des soumissions. En fait, ce sont les anciennes entreprises de Tony Accurso, Simard-Beaudry et Construction Marton, de même que Montage d'acier international et Construction Paulo Catania, qui ont eu recours aux services des Hells Angels pour obtenir des contrats publics.

5% à «l'entourage du maire»

Selon la source policière, les entreprises gonflaient leurs contrats de 10% lors des appels d'offres pour remettre 5% de leur valeur à la mafia italienne et 5% à «l'entourage du maire Tremblay». «*Gérald Tremblay est*



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'ex-maire de Montréal, Gérald Tremblay, a nié les allégations contenues dans un mandat de perquisition concernant le scandale immobilier du Faubourg Contrecoeur.

bien au courant, mais il préfère jouer à l'autruche, ce qui plaît aux conseillers impliqués puisqu'il est malhabile face aux questions posées», peut-on lire dans les documents.

À la suite de ces allégations, M. Tremblay a fait parvenir lundi une déclaration écrite pour réfuter le témoignage et les informations contenues. «*Contrairement à ce qu'affirme une source policière, je n'ai jamais été au courant de ce stratagème et feint l'ignorance*», soutient-il. Lors de

sa démission en novembre 2012 et lors de son passage devant la commission Charbonneau, l'ancien maire de Montréal avait toujours affirmé qu'il n'était pas au courant du financement illégal et de la corruption exercée tant à la Ville de Montréal qu'au sein de son parti, Union Montréal.

L'actuel maire de Montréal, Denis Coderre, évitera de juger les révélations faites sur son prédécesseur tant et aussi longtemps que la cause se retrouvera devant les tribunaux. «*Tout le monde est*

innocent jusqu'à preuve du contraire», a-t-il affirmé. «*M. Tremblay n'a pas encore été accusé de quoi que ce soit. On va laisser les gens faire leur travail.*»

Le maire Coderre rappelle que, depuis son élection, il a créé le poste d'inspecteur général pour lutter contre la corruption à la Ville et éviter que des groupes illégaux, tant la mafia que le crime organisé, n'influent sur l'attribution des contrats publics.

Le Devoir



Christiana Figueres
Secrétaire exécutive, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Changements climatiques : Créer un élan mondial pour Paris 2015



LE CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

Déjeuner-causerie de la
série Environnement présentée par :

Hydro
Québec

Avec la participation de :



David Heurtel
Ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec

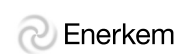
26 septembre 2014 • De midi à 14h
Hôtel Omni Mont-Royal • 1050, rue Sherbrooke Ouest

Avec l'appui de :



Bell

AIMIA
LA FIDÉLITÉ INSPIRÉE



Inscrivez-vous : www.corim.qc.ca • 514-340-9622

ÉDITORIAL

RENTREES PARLEMENTAIRES

Changement de rôles

C'était la rentrée parlementaire à Ottawa ce lundi. Ce mardi, ce sera au tour des députés de l'Assemblée nationale de reprendre le travail. Mais selon que l'on est dans l'une ou l'autre des capitales, les perspectives sont divergentes. Alors qu'à Ottawa on s'apprête à distribuer des cadeaux aux contribuables, à Québec c'est de sacrifices et d'austérité qu'on parle.

L'action des gouvernements Harper et Couillard sera inspirée ces prochains mois d'abord par l'état de leurs finances. À Ottawa, on sera en situation de surplus budgétaire alors qu'à Québec cette perspective est encore éloignée. Certes, on y a mis les moyens dans la capitale fédérale. Les compressions ont touché tout particulièrement le fonctionnement du gouvernement, dont on a réduit la taille par l'élimination de milliers de postes. Les Canadiens, surtout ceux qui sont au chômage, ont vu leurs prestations leur être retirées ou diminuées. Personne n'y a échappé, d'abord les groupes communautaires, mais aussi les entreprises. Résultat, Stephen Harper pourra bientôt partager le résultat de ses efforts sous forme de réductions d'impôt.

Il n'est toutefois pas question pour Ottawa de partager ses futurs surplus avec les provinces, qui se retrouvent presque toutes avec des déficits budgétaires qu'elles peinent à maîtriser en raison de la croissance naturelle du coût des services aux citoyens, ceux en santé surtout, qui battent l'inflation. «*Suivez notre exemple*», leur répète le premier ministre Harper qui, en plus, leur imposera à compter de 2017 une diminution des paiements de transferts pour la santé et l'éducation.

Le premier ministre du Québec, qu'il s'appelle Pauline Marois ou Philippe Couillard, n'a pas le choix de suivre ce conseil, ce que ce dernier fait toutefois plus intensément. Toutes les pierres sont regardées, tant les budgets des ministères que ceux d'organismes comme les universités, les commissions scolaires. Quant aux contribuables, ils «*contribueront*» par des augmentations de tarifs ou par des mesures fiscales ciblées, comme pour les bénéficiaires des services de garde.

Le premier ministre québécois réussit assez bien jusqu'ici à faire comprendre la nécessité de ces efforts. Son discours pourra toutefois être reçu de plus en plus négativement à mesure que s'alourdiront des compressions qui se traduiront par des réductions de services. On assistera à un changement de rôle. Tout libéral qu'il soit, Philippe Couillard deviendra le méchant néoconservateur alors que Stephen Harper se fera père Noël grâce à ses surplus budgétaires.

Les mises à jour économiques et budgétaires auxquelles procéderont les deux gouvernements cet automne illustreront les perspectives divergentes qui sont les leurs. À Ottawa, on commencera à dévoiler début novembre le «*plan conservateur*» électoral qui contiendra, laisse-t-on entendre, de premières baisses d'impôt. À Québec, début décembre, le ministre des Finances, Carlos Leitão, annoncera plutôt de mauvaises nouvelles. En raison d'une baisse de revenus, il annoncera quelques mesures fiscales sans attendre le budget du mois de mars.

Les baisses d'impôt fédérales libéreront un espace fiscal que les provinces pourraient occuper. Elles pourraient ainsi corriger le déséquilibre fiscal existant entre les deux ordres de gouvernement qu'elles dénoncent, mais elles craignent d'en payer un prix politique. Le gouvernement Charest avait hésité par le passé à occuper ainsi l'espace laissé vacant par la réduction de la TPS, pour s'y résoudre plus tard. D'emblée, c'est une voie que le gouvernement Couillard écarte. Pour autant, il ne devrait pas y renoncer. Ce pourrait être une façon de diminuer l'impact des compressions et des réductions de services devenues trop lourdes pour les citoyens.

Les mises à jour économiques et budgétaires auxquelles procéderont les deux gouvernements cet automne illustreront les perspectives divergentes qui sont les leurs. À Ottawa, on commencera à dévoiler début novembre le «*plan conservateur*» électoral qui contiendra, laisse-t-on entendre, de premières baisses d'impôt. À Québec, début décembre, le ministre des Finances, Carlos Leitão, annoncera plutôt de mauvaises nouvelles. En raison d'une baisse de revenus, il annoncera quelques mesures fiscales sans attendre le budget du mois de mars.

SUÈDE

Confiance fragilisée

Cassée du pouvoir il y a huit ans par une alliance de droite, la gauche suédoise rassemblée autour du Parti social-démocrate le reprend à l'issue des législatives de dimanche qui ont par ailleurs vu l'extrême droite progresser dans les urnes de façon aussi marquée qu'inquiétante. Paradoxal? Si peu.

La Suède, grand laboratoire de la social-démocratie, n'est pas le Québec de Philippe Couillard, et encore moins le Canada de Stephen Harper. Leur viendrait-il à l'idée, à ces deux-là, de faire campagne en martelant la nécessité de hausser les impôts pour préserver les programmes sociaux? Plutôt couper, évidemment. La Suède demeure en comparaison une société extraordinairement distincte. Un récent sondage indiquait que 67% des Suédois étaient d'accord pour payer plus d'impôts afin d'assurer la qualité des services publics. On rêve! En Suède, il n'est pas électoralement suicidaire pour la classe politique, toutes appartenances partisanes confondues, de préconiser de plus grandes ponctions fiscales, en particulier auprès des entreprises, pour financer l'État-providence.

Y compris même au sein de l'extrême droite réunie autour des Démocrates de Suède (SD), un parti anti-immigrants qui devient par ces élections le troisième parti du pays avec quelque 13% des voix contre 5,7% au scrutin général précédent de 2010. Il est vrai que ce parti s'est radouci depuis quatre ans, du moins en surface. Il a appris à finasser. A lancé en 2012 sa politique de tolérance zéro contre le racisme dans ses instances. A publiquement dénoncé les mouvances néonazies. A pris ses distances avec le Front national de Marine Le Pen. Les autres partis ne sont pas dupes, qui se sont très clairement refusés à toute collaboration avec SD. Si ce parti préconise lui aussi des hausses d'impôts, notamment pour augmenter les retraites, l'essentiel de son programme de protection du système social repose en fait sur la promesse de fermer la porte à l'immigration...

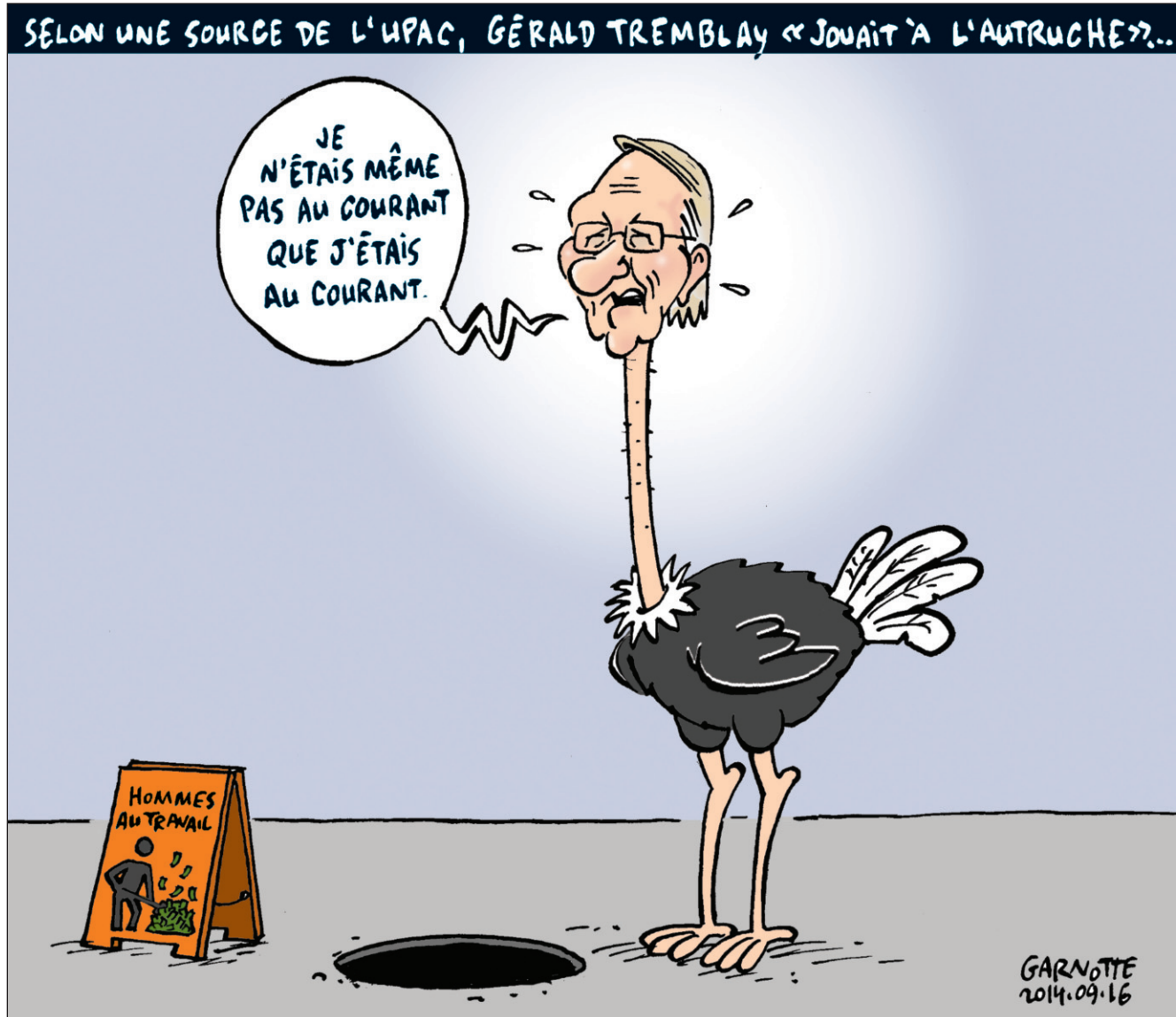
Les pays scandinaves sont tombés en panne économique dans les années 90, ce qui les a forcés à réinventer leur fonctionnement en profondeur. Le modèle social-démocrate est retombé sur ses pieds, mais il continue d'être mis à l'épreuve. Le chômage est élevé en Suède, à 8%. Elle est le pays de l'OCDE où les inégalités se sont le plus creusées depuis 20 ans, tandis que le système d'éducation connaît de sérieux ratés.

Le modèle suédois tient la route dans la mesure où la population a confiance en l'État, en ses institutions et dans les élus. Dans la mesure où il y a un dialogue social crédible. Or, les sociaux-démocrates ont enregistré dimanche une victoire très minoritaire, la plus courte de leur histoire. C'est une élection qui confirme que cette confiance se fragilise.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Adjoint PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

L'aide aux devoirs: qu'ossa donne?

D'emblée, il faut le dire, il n'y a rien dans la loi de l'instruction publique et encore moins dans la convention collective nationale des enseignants qui oblige quiconque à donner des devoirs à ses élèves. Les devoirs à la maison, comme on dit, ne relèvent que d'une tradition pour faire plaisir aux parents. Il n'y a aucune recherche universitaire qui démontre un lien entre le fait de faire ses devoirs et l'augmentation du taux de réussite. Si tel était le cas, si l'aide aux devoirs donnait des résultats, comment se fait-il que le taux de décrochage dans nos écoles demeure inchangé depuis la publication du pamphlet du frère Untel en 1960?

Si les devoirs sont importants pour certains, pourquoi ne pas donner un temps en fin d'après-midi, 30 minutes avant la cloche du départ par exemple, pour que les élèves fassent en classe ce qui est demandé.

La meilleure aide est le professeur en classe. Un plombier amène-t-il du travail à la maison quand sa journée est terminée? À mon avis, nous sommes en train de créer une tempête dans un verre d'eau. Parlez-en aux nombreux enseignants qui ont à gérer, tous les matins, tous ces élèves qui, malgré l'aide aux devoirs, ne les font pas. Il y a autre chose à faire en classe que de gérer les devoirs qui ne sont pas faits. Que de temps perdu. [...]

Réal Gingras
 Orthopédagogue
 Outremont, le 13 septembre 2014

Un paradoxe

Il y a quelque chose qui m'échappe. Comment les Québécois peuvent-ils s'ofusquer à ce point de la déclaration de souveraineté des Attikameks et en même temps se réjouir du Oui écossais et se montrer si solidaires du peuple écossais? J'aimerais bien que l'on m'éclaire! Merci...

Judith Rouan
 Montréal, le 15 septembre 2014

Lapidation sans cailloux

Les propos tenus par un grand nombre de citoyens, à la suite de la libération de Guy Turcotte, me font peur. Très. J'entends les mêmes arguments que ceux utilisés par les défenseurs de la peine de mort aux États-Unis. La foule déchaînée, stimulée au maximum par des commentateurs inconscients, réclame justice. Mais quelle justice? Celle de la justice populaire, celle qui mène à la lapidation sans cailloux d'une personne qui, jusqu'à maintenant, n'a pas été déclarée coupable d'un meurtre déjà avoué.

Le juge Vincent a rendu un jugement basé sur les règles de droit en vigueur au Québec. Prévoyant la réaction colérique d'une population qui préfère l'émotion à la raison, il a expliqué que sa décision était appuyée sur ces mêmes règles et qu'en juge sage il les appliquait comme il se devait de le faire. Le peuple n'est pas d'accord? Tant pis, il n'a pas à en tenir compte, ce qui est fort rassurant. Il n'est pas payé pour augmenter un auditoire, mais pour analyser une situation le plus objectivement possible.

Je crains aussi que les gens veuillent se faire justice eux-mêmes. Comme au Moyen-Âge. Il est donc urgent que les stimulateurs de hargne calment les esprits. Sinon, nous pourrions les en tenir responsables.

Nicole Trudel
 Montréal, le 13 septembre 2014

Les gens de mon pays

Les gens de mon pays laissent leur territoire se faire envahir par une dangereuse plomberie, transportant l'infecte bile de la terre, jonchant sa source d'eau et traversant son jardin, avec l'enthousiasme débile de nos gouvernements et l'apathie d'une population endormie par la surconsommation. Et tout ça, après avoir vécu la catastrophe de Lac-Mégantic.

Après avoir vu tous ces responsables gouvernementaux et industriels se dérober devant leurs responsabilités, je ne peux que constater que nous sommes de dangereux somnolents doublés de suicidaires inconscients. Dans un grand besoin d'équilibre et de survivance, la nature réagira.

N'ayant rien assimilé des autres civilisations disparues, nous perpétuons les mêmes comportements stupides. Nous sommes un peuple qui, jouissant de l'un des plus beaux endroits sur cette planète avec ses forêts, ses lacs et rivières, par une lâcheté crasse n'a pas su défendre et protéger son territoire contre toute cette faune d'illuminés du profit et de la croissance économique à tout prix. Dans la tourmente, nous et nos descendants serons rejetés, encore une fois, dans l'égoût de l'univers, avec toute cette racaille de profiteurs.

Guy Duplantie
 Le 13 septembre 2014

LIBRE OPINION

Service de garde: je crains le pire

ANDRÉANNE GAGNÉ
 Mère de Laura et de Charles-Émile

J'observe le débat sur le financement des services de garde et j'écoute les échos des rumeurs sur les options pour son expansion. J'appréhende le pire; je le crains.

J'ai la chance inouïe de travailler comme professeur d'université. Je collabore à différents travaux touchant le développement des enfants, la réussite scolaire, les difficultés d'apprentissage, la scolarisation chez les allophones. Je pourrais vous présenter mille données, provenant de mille études différentes démontrant hors de tout doute qu'on a tout à gagner à être fous de nos enfants. Mais je suis surtout mère de deux enfants d'âge préscolaire. C'est à titre personnel que je choisis d'écrire cette lettre puisque c'est chaque fibre de ma personne, mon cœur comme mon esprit, qui vibre au son de ce débat.

La solution au financement: je l'appréhende et je la crains. Il est vrai que garder

des coûts raisonnables est essentiel à l'accessibilité au réseau et au retour des femmes sur le marché du travail. Mais pour améliorer l'accessibilité, il faut plus. Il faut convaincre les parents des milieux plus vulnérables de faire confiance au réseau. Il faut que les moyens pour s'inscrire sur la liste d'attente soient simples et accessibles à tous. Il faut surtout des CPE ayant pignon sur rue précisément dans les milieux défavorisés. Combien de garderies privées, que l'on veut transformer en CPE d'un coup de baguette magique, ont leur adresse dans les quartiers défavorisés?

Quand j'entends que l'expansion du réseau passera vraisemblablement par l'accréditation de garderies privées en CPE... je n'appréhende plus le pire, je ne le crains plus, je tremble. La qualité des services éducatifs dans les garderies privées doit être sérieusement remise en question. Quel sera le processus d'accréditation mis en place? Quels seront les critères pour la formation, les pratiques éducatives, les programmes, les installations, qui devront

être remplis par un établissement pour qu'il obtienne une accréditation de CPE? Ces garderies privées facturent entre 40 et 55\$ par jour par enfant aux parents. Les enfants inscrits viennent forcément de milieux favorisés. En quoi accréditer ces garderies en CPE aidera-t-il à prévenir les difficultés chez les enfants les plus vulnérables? Est-ce vraiment l'expansion du réseau dont la société a besoin?

J'appréhende et je crains la suite des choses. Si le gouvernement voulait simplement réduire le coût du réseau, il aurait pu augmenter les tarifs, comme l'a proposé le gouvernement précédent.

Pourquoi modifier la règle du tarif universel? Pourquoi choisir d'accréditer les garderies privées alors que ce choix ne peut que nuire au principe fondateur du réseau des CPE: la prévention des difficultés scolaires et sociales des plus vulnérables? J'ai peur et je tremble. Je suis trop jeune pour avoir connu la grande noirceur, mais je sens parfois que la lumière s'éteint. Bonne nuit, les enfants.

MARCHÉ DU CARBONE

Mettons un terme au chantage des pétrolières

Heureusement, le gouvernement Couillard fait preuve de sagesse et de vision en maintenant le cap. Il faut l'applaudir.

KAREL MAYRAND

Directeur général pour le Québec, Fondation David Suzuki

Depuis 2013, le Québec et la Californie ont créé le premier marché du carbone en Amérique du Nord. Ce marché, similaire à celui prévu sous le Protocole de Kyoto, est la pierre angulaire de la stratégie québécoise visant à réduire d'ici à 2020 nos émissions de gaz à effet de serre (GES) de 20%. Il oblige les grands émetteurs à réduire leur pollution ou à se procurer des droits de polluer lors de ventes aux enchères, à un prix plancher qui augmentera graduellement d'ici 2020. Les compagnies pétrolières basées au Québec cherchent à torpiller ce marché comme elles ont tenté de le faire en Californie.

Le 1^{er} janvier prochain, les distributeurs d'hydrocarbures, y compris les grandes compagnies pétrolières, devront emboîter le pas aux autres grandes industries québécoises et se joindre au marché du carbone. Pour la première fois, la quasi-totalité des émissions du Québec sera réglementée et soumise à un plafond. Les enjeux sont énormes. Près de la moitié des émissions de GES du Québec proviennent du secteur des transports et sont directement liées à la distribution d'hydrocarbures. Si ces émissions ne sont pas réglementées par le marché du carbone, elles pourront continuer de croître, et c'est l'ensemble de la stratégie québécoise de lutte contre les changements climatiques qui sera mise en échec.

Pour atteindre leur objectif, les grandes compagnies pétrolières présentes au Québec, dont Valero (Ultramar) et Suncor (Petro-Canada), appuyées par la Fédération des chambres de commerce, déploient depuis le printemps dernier une intense campagne de lobbying et de relations publiques qui atteindra son paroxysme cet automne. Leur message est simple: pour le bien de l'économie du Québec, les compagnies pétrolières devraient être exemptées du marché du carbone tant que des États ou provinces supplémentaires ne s'y joindront pas. Elles devraient bénéficier d'un statut particulier et ne continuer de payer qu'une faible redevance sur les hydrocarbures. En d'autres termes, il s'agit de reporter aux calendes grecques l'établissement d'un plafond d'émissions pour les pétrolières.

«**La Big Oil s'active**» L'argumentaire mis en avant au Québec n'est pas sans rappeler celui que «Big Oil» a déployé en Californie en 2010 pour tuer dans l'œuf le marché du carbone. En novembre 2010, une proposition visant à conditionner l'entrée de la Californie dans le marché du carbone à l'atteinte d'un taux de chômage inférieur à 5,5% fut soumise à un référendum. Le camp du oui, les compagnies pétrolières en tête, soutenait que la proposition visait à assurer que la santé économique de la Californie ne soit pas compromise par la nouvelle réglementation. A elle seule, Valero fournit 40% du financement de la campagne du oui, ou 4 millions de dollars. Les frères Kochs, magnats du char-

bon et du pétrole et anges financiers des instituts climatoscéptiques, s'investissent également dans la campagne. On connaît la suite: le mouvement environnemental, Silicon Valley et le gouverneur Schwarzenegger se mobilisèrent et la proposition fut défaite à plus de 61%. Revenons au Québec. Parmi leurs axes de communication, les compagnies pétrolières soulignent que leur entrée dans le marché du carbone se traduira par une hausse de 3 cents le litre d'essence. Il est particulièrement ironique de voir des entreprises qui haussent régulièrement leurs prix de 10 cents le litre le jeudi avant les longs congés s'émouvoir d'une hausse trois fois moindre le premier janvier. On s'étonnera aussi de voir des entreprises qui génèrent collectivement des profits de plusieurs dizaines de milliards par année répercuter la totalité de la facture aux consommateurs plutôt que d'en absorber une partie. Ce qui étonnera le plus, et ce quant, c'est l'argument vou-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les pétrolières sont d'avis qu'elles devraient bénéficier d'un statut particulier les exemptant d'une participation au marché du carbone.

«**Ne nous trompons pas, leur objectif est de faire tomber le marché du carbone qu'elles perçoivent comme contraire à leurs intérêts**»

l'argument de voir des entreprises qui haussent régulièrement leurs prix de 10 cents le litre le jeudi avant les longs congés s'émouvoir d'une hausse trois fois moindre le premier janvier. On s'étonnera aussi de voir des entreprises qui génèrent collectivement des profits de plusieurs dizaines de milliards par année répercuter la totalité de la facture aux consommateurs plutôt que d'en absorber une partie.

Ce qui étonnera le plus, et ce quant, c'est l'argument vou-

lant que l'entrée du Québec dans la bourse du carbone entraîne une fuite de capitaux vers la Californie. Les importations de pétrole, celui-là même qui est distribué par Valero, Suncor, Esso, Shell et consorts, coûtent annuellement 14 milliards au Québec. Une fuite de capitaux vers l'Algérie, le Venezuela, la Norvège et plusieurs autres pays. Pourquoi donc cette fuite de capitaux, dix fois plus importante que celle qui pourrait être causée par le marché du carbone, serait-elle plus acceptable?

Même scénario

La réalité est que le Québec doit réduire sa consommation de pétrole pour lutter efficacement contre les changements climatiques et, du même coup, juguler une fuite de capitaux permanente qui bénéficie au passage aux compagnies pétro-

lières. Pour ce faire, il est essentiel de soumettre dès maintenant les hydrocarbures à un plafond d'émissions en les assujettissant au marché du carbone.

Les compagnies pétrolières tentent de refaire au Québec ce qu'elles ont déjà tenté en Californie. Ne nous trompons pas, leur objectif est de faire tomber le marché du carbone qu'elles perçoivent comme contraire à leurs intérêts. En chemin, elles tentent de nous faire croire qu'une telle décision serait à notre avantage alors qu'il n'en est rien. Heureusement, le gouvernement Couillard fait preuve de sagesse et de vision en maintenant le cap. Il faut l'applaudir.

Et si les compagnies pétrolières veulent vraiment faire un débat sur les changements climatiques, qu'elles le fassent ouvertement. Le temps est venu de faire tomber les masques.

Pour un humanisme renouvelé en éducation

Le risque existe de célébrer l'Autre et la démocratie par les livres tout en redoutant la mixité sociale dans le quotidien de la classe

ANNE-MARIE CLARET

Professeur de philosophie au cégep du Vieux Montréal

Constatant que les humanités associées à ce que les anglophones qualifient de «Liberal Arts» (littérature, philosophie, sciences humaines, arts) perdent du terrain dans les systèmes scolaires à travers le monde au profit de programmes adaptés à des marchés concurrentiels, la philosophe américaine Martha Nussbaum a réfléchi à ce que pourrait être une éducation humaniste citoyenne dans *Les émotions démocratiques. Comment former le citoyen du XXI^e siècle* (Flammarion, 2011). Trois aspects caractérisent sa vision de l'éducation: être capable de pensée critique de façon à pouvoir penser par soi-même; être capable de réfléchir en citoyen du monde sur les problèmes contemporains et être capable d'imagination empathique afin de comprendre le monde du point de vue d'un autre.

La pensée critique, dans l'optique de Nussbaum, passe par l'apprentissage de la discussion argumentée. En incitant à examiner un problème sous différents angles, à remettre en question les discours et les

faits, à évaluer des options et des raisonnements et à s'ouvrir à d'autres points de vue, la pensée critique favorise le développement d'un esprit et d'une attitude citoyenne aux antipodes de la docilité conformiste. Corrélativement, penser en citoyen du monde ne signifie pas renier nos appartenances et attachements particuliers, mais pouvoir reconnaître l'humanité partout où elle se trouve, en devenant curieux des autres civilisations et davantage sensibles aux différences culturelles. Cette façon élargie de penser la citoyenneté nous amène à mieux saisir l'interdépendance de nos existences et la complexité des problèmes auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée. Cette représentation de la perspective de l'autre ne va pas toujours de soi. L'imagination empathique peut toutefois en faciliter l'accès. Nussbaum nous révèle en quoi celle-ci permet de renouveler notre regard sur les humanités.

Éduquer les émotions

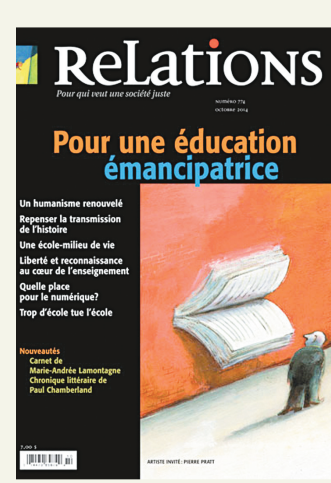
Gandhi affirmait que la lutte pour la justice commençait à l'intérieur de soi, où le respect et la compassion affrontaient la peur, l'avidité et l'agressivité narcissique. Nussbaum pense que ce choc intérieur se répercute dans de nombreux

DES IDÉES EN REVUES

Chaque mardi, *Le Devoir* offre un espace aux artisans d'un périodique afin qu'ils présentent leur perspective sur un sujet qui les préoccupe ou dont ils traitent dans les pages de leur publication. Cette semaine, un extrait du dernier numéro de la revue *Relations* (no 774, septembre-octobre 2014) qui propose un dossier «*Pour une éducation émancipatrice*».

conflits quotidiens mais que les émotions s'éduquent. Si l'on aspire à une société juste et démocratique et non pas à «une société des ego» qui fait la part belle aux pulsions narcissiques, il convient de prendre davantage en considération le rôle des émotions et de l'imagination dans l'éducation. Éducation des émotions et éducation par les émotions, car elles ont une dimension cognitive: loin d'être une voie légère vaguement subjective, elles sont une façon d'entrer en contact avec le monde, plus précisément avec la complexité et la vulnérabilité de la condition humaine.

Ce n'est pas un catalogue de



savoirs érudits qui fera de nous des citoyens du monde capables de comprendre la vie et les motivations de personnes éloignées de notre milieu. Des pédagogues progressistes comme Pestalozzi et Tagore avaient déjà montré l'importance des arts dans le développement des émotions et de l'imagination. Les capacités imaginatives sont liées à l'empathie car, en nous permettant de nous mettre à la place d'autrui, elles nous rendent plus conscients de la pluralité de l'expérience humaine. C'est en donnant, par exemple, une voix aux sans-voix, aux plus vulnérables, qu'ils deviennent proches de nous.

Ainsi la littérature, le théâtre, la danse et les arts peuvent particulièrement bien remplir cette fonction en révélant des aspects cruciaux de l'expérience humaine qui passeraient sous le radar d'une approche trop abstraite de la raison. Cette ouverture à l'autre par l'entremise de l'imagination nous aide à prendre conscience de l'interdépendance des relations humaines, à ressentir certaines expériences intérieures comme la souffrance et l'exclusion, mais aussi la cruauté, la jalousie qui peuvent vivre de personnes qui nous sont totalement étrangères. En développant l'imagination empathique, les barrières qui ont tendance à se dresser entre soi et les autres deviennent plus poreuses.

Deux vitesses

Ce n'est donc pas au nom d'un conservatisme académique ou pédagogique que Nussbaum fait un plaidoyer afin d'intégrer davantage les humanités tout au long du cursus scolaire, du primaire à l'université. Elle le fait dans une perspective résolument sociale où la pensée critique et l'imagination empathique contribuent à faire de l'éducation un levier essentiel du développement démocratique. Cela dit, si la littérature peut

contribuer à ouvrir les «yeux intérieurs» de l'élève, il faut aussi garder les yeux bien ouverts sur la réalité d'un système scolaire de plus en plus à deux vitesses. Ainsi, à l'école secondaire, la littérature occupe actuellement une place beaucoup plus importante dans les programmes sélectifs (privés ou publics) où les élèves ont à lire un certain nombre de livres obligatoires qu'ils doivent se procurer (en les achetant ou en les empruntant).

À l'opposé, la lecture et l'exploration littéraire sont nettement moins poussées dans l'enseignement dit régulier, où des livres sont prêtés 15 minutes aux élèves pour lecture en classe, à certaines périodes de l'année seulement. Dès lors, malgré les prétentions du système de l'éviter, ne risquent-elles pas de (re) trouver paradoxalement une culture humaniste élitiste qui laisse derrière elle des cortèges d'exclus? Ne risquent-elles pas de célébrer l'Autre et les valeurs de la démocratie par les livres tout en redoutant la mixité sociale dans le quotidien de la classe?

Des commentaires ou des suggestions pour *Des Idées en revues*? Écrivez à arobitaille@ledevoir.com

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boissvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfalli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter); Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Eric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Rettino-Parazelli (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters); Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Mungier, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants); correction: Andrée Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire); Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ Edith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire); PRODUCTION Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Pagé.

ACTUALITÉS

PQ

SUITE DE LA PAGE 1

Selon des informations dévoilées par *Le Devoir* le 9 septembre, les candidats devront déboursier 35 000 \$ (non remboursables) et récolter 2000 signatures de membres pour être admis dans la course.

Ces règles ne sont toutefois pas officielles: ce sont des recommandations de l'exécutif du parti. Elles devront être entérinées par les présidents des associations péquistes, qui se rencontreront le 4 octobre à Sherbrooke. Les 35 000 \$ demandés serviraient de «contribution aux dépenses du parti pour l'organisation et la tenue de l'élection».

Mais d'après Pierre Céré, les intentions de l'establishment du PQ sont claires: restreindre le bassin de candidats. «Les conditions qu'ils sont en train de poser vont donner du monde qui ont des machines derrière eux pour ramasser du fric et des signatures. On veut une campagne avec eux et on ne veut pas qu'ils soient nombreux. Pour des gens comme moi qui viennent du milieu social, 35 000 \$, c'est pratiquement un salaire annuel. On vient nous dire: on ne veut pas de vous.»

Il estime que ces règles «exclusives» nuiront ultimement au PQ. «On y perd au change, on y perd au débat, on y perd à la nécessité de re-

vivifier ce que représente le parti», pense M. Céré. Pour lui, il est «inadmissible que le PQ, qui s'est constitué notamment avec cette idée qu'il faut séparer l'argent de la politique, soit en train de mettre ces conditions d'argent» pour participer à la course à la succession de Pauline Marois.

«En plus, ce sont des règles qui favorisent ceux qui, au fond, nous ont amenés dans le ravin», ajoute-t-il en parlant de l'échec de la der-

nière campagne électorale.

Pierre Céré se dit appuyé par un groupe d'environ 25 militants. «Je vais y aller si les règles le permettent», affirme-t-il. La question que je me pose actuellement avec mon groupe, c'est de savoir si on peut traverser la montagne sans avoir à rembourser une hypothèque pour le reste de nos vies. On est du monde ordinaire qui ne marchons pas à l'argent et qui savons faire beaucoup avec peu. Une campagne avec

40 000 \$, ça nous semble possible. Mais pas s'il faut ajouter 35 000 \$ simplement pour s'inscrire.»

Critiques

D'autres sont mal à l'aise avec les recommandations de l'exécutif. La semaine dernière, la députée Martine Ouellet (ouvertement intéressée par la course) s'était dite «assez surprise» des intentions de l'exécutif, rappelant que les frais étaient nettement moins élevés lors des courses de 2005 (1000 \$, plus un pourcentage du financement recueilli) et de 2007 (5000 \$).

Selon différentes sources consultées lundi, le président du PQ, Raymond Archambault, était «furieux» de voir les détails des recommandations de l'exécutif être dévoilés publiquement. «Plusieurs personnes pensent que ça peut donner l'image d'un parti élitiste», indique un intervenant près du dossier. Sauf que même si le prix de 35 000 \$ ne plaît pas, personne ne veut revivre la course de 2005 [neuf candidats s'étaient alors qualifiés]. Il faut trouver un équilibre.»

Pierre Céré a terminé troisième (16%) dans Laurier-Dorion lors du scrutin du 7 avril, derrière le libéral Gerry Sklavounos (46%) et le solidaire Andrés Fontecilla (28%). Il est porte-parole du Conseil national des chômeurs.

Le prochain chef du PQ sera élu au printemps 2015.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
«Pour des gens comme moi qui viennent du milieu social, 35 000 \$, c'est pratiquement un salaire annuel», dit Pierre Céré, qui voudrait être candidat à la direction du Parti québécois.

ÉCOSSE

SUITE DE LA PAGE 1

Les Écossais ont de bonnes raisons de se plaindre du gouvernement central à Londres, estime Michael Keating. La divergence entre les deux nations prend de l'ampleur depuis au moins trente ans, selon lui. Les Écossais se sentent mal représentés à Westminster tant par les conservateurs (qui prônent l'austérité) que par les travaillistes (champions de la centralisation).

Par exemple, le gouvernement indépendantiste écossais a proclamé au cours des dernières années l'éducation gratuite jusqu'aux études universitaires supérieures. Oui, le rêve des carrés rouges s'est réalisé en Écosse. Le gouvernement d'Alex Salmond a aussi instauré une assurance médicaments universelle. Et il s'est engagé à créer un service de garde subventionné semblable aux garderies à 7 \$ du Québec.

Pendant ce temps, le gouvernement de coalition à Londres a augmenté le coût des études dans les universités publiques anglaises — hors de l'Écosse — à 9000 livres sterling (16 163,30 \$) par année. Autre sujet très chaud, la création par Londres, en 2013, de ce que l'opposition appelle une «taxe sur les chambres à coucher» pour les familles qui reçoivent de l'aide au logement: pour chaque chambre inoccupée, l'aide de l'État diminue de 14% (pour une chambre) et de 25% (pour deux chambres). Comble de l'ironie, la «taxe» s'applique pour une famille de deux enfants de 10 ans et moins

qui ont chacun leur chambre: Londres considère qu'ils doivent partager une seule chambre.

«Les Écossais rejettent massivement cette bedroom tax. Ça nuit considérablement à la campagne du Non», explique Michael Keating.

Le progrès ou l'austérité

Le Oui a présenté avec succès ces décisions impopulaires comme des exemples de «l'austérité» imposée par Londres. Il faut aussi admettre que la vision social-démocrate du Scottish National Party (SNP) d'Alex Salmond se heurte à la centralisation de l'État unitaire anglais, affirme Michael Keating.

«Le SNP a besoin de revenus pour financer ses programmes, mais n'a qu'un pouvoir de taxation à peu près symbolique», explique le professeur. Oui, les Écossais ont leur Parlement depuis 1999, mais n'ont toujours pas le droit de lever leurs propres impôts.

Les indépendantistes engagent en décrivant ce système qu'ils trouvent infantilisant (et colonialiste!): le gouvernement britannique distribue une somme annuelle aux quatre «régions» du Royaume (dont l'Écosse) sur une base historique, d'après une formule établie au XIX^e siècle et qui varie en fonction du nombre d'habitants. «Les besoins de l'Écosse ne sont aucunement pris en compte, même si les politiciens à Londres aiment dire le contraire», précise Michael Keating en souriant.

Avec cet argent gracieusement versé par la Couronne britannique, l'Écosse doit se débrouiller pour offrir pratiquement tous les services à la population, de la santé à l'éducation. De son côté, comme au Canada, le gouvernement central gère la dé-



BEN STANSALL APF
Seule la pluie n'a pas de parti pris en Écosse.

fense, les affaires étrangères et une longue liste de responsabilités qui comprend les banques et les télécommunications.

L'Écosse n'a aucun levier financier pour payer ses ambitions. Frustrant, compte tenu de la vigueur de son secteur bancaire et de ses importantes réserves de gaz et de pétrole. L'ampleur de la manne donne lieu à un débat, mais tout le monde s'entend pour dire qu'il y en a encore beaucoup, et pour au moins quarante ans. Naturellement, toutes ces belles livres sterling issues de l'exploitation gazière et pétrolière vont à Westminster, seul gestionnaire de l'énergie en vertu de la Constitution britannique.

Le Québec dans la ligne de mire

Si le Oui l'emporte, l'Écosse encaissera les revenus de son pétrole. Le premier ministre Salmond s'est engagé à financer les programmes sociaux et un fonds pour les généra-

tions futures comme celui du petit pays voisin, la Norvège, qui a mis de côté 900 milliards de dollars grâce à son or noir.

La campagne du Non a répliqué en promettant une «super délégation» de pouvoirs à l'Écosse. Mais les trois principaux partis à Westminster, y compris la coalition entre conservateurs et libéraux-démocrates, ne s'entendent pas sur la forme à donner à cette «devo max», comme on dit à Edimbourg.

Michael Keating serait étonné si l'Écosse héritait de réels pouvoirs de taxation. Le problème, c'est que le Pays-de-Galles et l'Irlande du Nord demanderaient aussi le même pouvoir. Difficilement concevable dans un État centralisateur comme le Royaume-Uni, qui n'a rien d'une fédération plus ou moins «asymétrique» comme le Canada. Londres pourrait tout au plus céder des points d'impôt, un espace fiscal à occuper par l'Écosse. Les Écossais devraient en retour renoncer à certains pouvoirs à la Chambre des communes à Londres, croit Michael Keating.

On est loin des pouvoirs du Québec au sein du Canada, fait-on remarquer à M. Keating.

«Vous avez raison. Je suis convaincu que les Écossais voteront Oui à un référendum qui proposerait des pouvoirs comparables à ceux du Québec au sein du Canada. Les sondages indiquent que les gens veulent une troisième voie, plus de pouvoirs pour l'Écosse, mais sans prendre le risque de l'indépendance. Je pense que les gens veulent un Oui à 49 % à l'indépendance, comme au Québec en 1995, pour obtenir du bargaining power.»

Le Devoir

RAMPLING

SUITE DE LA PAGE 1

serait bien de revisiter l'œuvre d'un grand poète. J'avais déjà expérimenté cette formule [musique et poésie] dans Variations sur Constantin Cavafy. L'acteur grec Polydoros Vogiatzis lisait les textes originaux et moi, les traductions de Marguerite Yourcenar. Un guitariste nous accompagnait.»

Si la décision de collaborer de nouveau avec Sonia Wieder-Atherton partait pour l'actrice d'un désir, le choix de réciter l'œuvre de Sylvia Plath relevait en revanche de l'évidence.

«Je tenais à explorer une voix de femme, une voix forte, une voix qui résonnait dans le monde dans lequel je vis, confie-t-elle. Une poète que je sentais proche de moi, et dont je reconnaîtrai le langage intérieur parce qu'il correspondrait aussi au mien. Et cette poète ne pouvait être que Sylvia Plath.»

En réalité, les présentations n'étaient plus à faire entre l'interprète et la poète. «J'ai découvert sa poésie dans les années 1970. Sylvia Plath était à cette époque-là, malgré son suicide en 1963, une véritable icône de la libre parole de la femme. Et comme il s'agit d'une œuvre extrêmement recherchée, presque sophistiquée, et en même temps très brutale, d'une violence émotionnelle très forte, on la revisite pour mieux en mesurer la richesse.»

«Mes impressions demeurent sensiblement les

mêmes — je suis émue, fascinée, parfois révoltée —, mais le niveau de maîtrise dans cette forme de construction poétique est tel que, lorsqu'on y revient avec du recul, on fait encore des découvertes. Bref, je ne pouvais pas passer à côté d'une telle voix.»

Une vibration commune

Charlotte Rampling, qui mène une carrière française brillante depuis plusieurs décennies (*La chair de l'orchidée*, *On ne meurt que deux fois*, *Sous le sable*, *Le bal des actrices*), a choisi de réciter dans sa langue anglaise maternelle. Les poèmes traduits en français seront projetés à l'arrière-scène. «J'ai une diction et un timbre de voix qui rendent bien la poésie de Sylvia Plath», note-t-elle à cet égard. C'est en l'occurrence la réaction du public, de la création à ce jour, qui l'a menée à ce constat.

«J'ouvre le spectacle avec un poème très fort, Lady Lazarus et, d'entrée de jeu, je sens les spectateurs de plus en plus attentifs, jusqu'à devenir captifs», explique Charlotte Rampling.

Extrait: «Et très vite la chair/Que le gouffre du tombeau avait dévorée/Se remettra d'elle-même en place/Sur moi, femme souriante. Je n'ai que trente ans. Et comme les chats je dois mourir neuf fois.»

Communier avec le public

Sans que cela se compare au jeu que commande le cinéma ou le théâtre, la proposition commande une part d'interprétation. «J'ai essayé d'identifier la vibration intérieure de Sylvia Plath au moment d'écrire ces poèmes, et de la

conjuguer avec la mienne. Je me suis rendu compte qu'elles sont similaires.»

Selon la comédienne, la musique a l'effet d'un agent facilitateur, en quelque sorte. «Le public plonge plus volontiers dans les textes de cette manière. Parce que c'est parfois difficile de découvrir tout seul certains auteurs. Ce type de spectacles favorise un esprit de communion, je trouve. Et j'aime la souplesse de ce genre de productions que l'on peut reprendre ponctuellement et jouer partout.»

Plus qu'un écrin sonore, les Suites pour violoncelle composées par Benjamin Britten en 1965, année de publication à titre posthume du recueil *Ariel* de Sylvia Plath, contribuent au rythme de l'ensemble, de préciser Charlotte Rampling. Musique et parole fusionnent.

«Le compositeur et la poète semblent se répondre, même dans leurs différences. La musique de Britten, ces pièces en particulier, confère une ampleur accrue aux mots. Il s'agit de morceaux étonnamment peu connus et, lorsque je les entends dans le cadre du spectacle, je ne peux m'empêcher de croire qu'ils devaient rencontrer les poèmes de Sylvia Plath. L'adéquation est parfaite.»

Le Devoir

DANSES NOCTURNES

Avec Charlotte Rampling et Sonia Wieder-Atherton
Mise en scène: Sonia Wieder-Atherton
Du 19 au 21 septembre
À la Cinquième Salle de la Place des Arts

ANTICOSTI

SUITE DE LA PAGE 1

Il faut dire que ce dernier a injecté cette année des dizaines millions de dollars de fonds publics dans une nouvelle campagne d'exploration pétrolière sur l'île. Cet investissement, réalisé en partenariat avec la pétrolière Pétrolia — qui détenait la majorité des permis d'exploration de l'île, en partenariat avec Corridor Ressources —, doit permettre d'effectuer 15 forages en 2014. Les résultats de ces travaux doivent ensuite être analysés afin de déterminer où seront forés trois puits avec fracturation, et ce, dès 2015.

Travaux retardés

Le Devoir a toutefois appris que les travaux prévus cette année ont pris passablement de retard. Ils ont débuté tardivement, des problèmes d'équipements ont retardé certains forages et au moins un aurait même été abandonné. Une source a indiqué qu'un maximum de 10 à 12 forages seraient terminés d'ici la fin de l'année, si aucun incident supplémentaire ne vient les retarder.

Est-ce que le gouvernement a tout de même bon espoir de pouvoir terminer la première phase des travaux prévus en 2014? «C'est pour cela que je vais voir sur place, a simplement dit le ministre Arcand. Je veux avoir l'avis de nos inspecteurs. Mais, vous savez, nous sommes dans une phase très exploratoire. Il n'y a pas d'urgence de tout compléter rapidement.»

Il a d'ailleurs souligné que les résultats de cette année pourraient très bien fermer la porte à la suite des travaux, pourtant déjà annoncés dès février par le précédent gouvernement. «La première partie a été autorisée. Mais ça se peut, si les forages échouent, qu'on ne puisse pas aller plus loin. On veut étudier les analyses avant de voir quelles seront les prochaines étapes.»

Le ministre Arcand et son collègue de l'Environnement, David Heurtel, ont aussi pour la première fois rencontré des citoyens d'Anticosti. En fait, ils ont eu un échange d'environ une heure avec le Centre de vigilance et d'information sur les enjeux pétroliers. Ce comité citoyen rassemblant des opposants et des partisans de l'exploitation pétrolière sur la plus grande île du Québec a été formé en juin.

Pierre Arcand a dit avoir entendu ce qu'ils avaient à dire aux représentants du gouvernement de Philippe Couillard. «Le message des citoyens est qu'ils sont divisés [sur la question des forages pétroliers]. Mais le message que je retiens, c'est que, s'il y a des tonnes de pétrole, il faut être prudent. Mais s'il n'y en a pas, ils nous disent: "ne nous laissez pas tomber. On veut continuer à survivre".»

Depuis des années, les citoyens de l'île cherchent en effet des avenues qui permettraient de freiner l'exode des insulaires, qui sont aujourd'hui à peine plus de 200. Or, les projets n'aboutissent tout simplement pas, qu'il s'agisse de développer davantage le tourisme ou encore de relancer la foresterie, jadis prospère.

De tels projets sont toujours sur la table, a répondu le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles. «Ils veulent que la population puisse augmenter, pour atteindre une viabilité minimale de 350 habitants, a-t-il résumé. Anticosti fait partie du Québec et il est clair que nous devons travailler pour que tous les habitants du Québec aient les meilleurs services possible.»

Processus d'évaluation

Interpellé par Marc Lafrance, un Anticostien connu pour son opposition à l'exploration pétrolière, le ministre Heurtel s'est voulu rassurant. «On ne sait pas s'il y a du pétrole et si c'est du pétrole de schiste. C'est pour ça qu'on fait une évaluation environnementale stratégique.»

Les libéraux de Philippe Couillard ont décidé de confier cette évaluation environnementale stratégique sur les énergies fossiles à un comité présidé par des représentants du gouvernement, qui devront s'assurer de l'«objectivité» de la démarche. Une consultation publique aura aussi lieu, mais elle se fera «en ligne» et à la toute fin du processus. Et même si le gouvernement Couillard vient tout juste de lancer le processus d'évaluation, il ne cache pas son préjugé favorable envers l'exploitation d'énergies fossiles au Québec.

Pour le moment, aucun gisement exploitable n'a été trouvé sur l'île d'Anticosti, malgré des décennies de recherche. Selon une évaluation théorique très préliminaire, le sous-sol pourrait renfermer 40 milliards de barils de pétrole de schiste. Pour l'extraire, il faudra donc mener des opérations de fracturation.

Selon une étude menée par l'ingénieur-géologue Marc Durand, il faudrait forer au moins 12 000 puits sur l'île pour extraire 1 % à 2 % de tout le pétrole. Il faudra pour cela construire toutes les infrastructures nécessaires pour l'implantation de l'industrie pétrolière.

Le Devoir

«Ça se peut, si les forages échouent, qu'on ne puisse pas aller plus loin»

Le ministre Pierre Arcand

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com